



CIHEAM

International Centre for Advanced
Mediterranean Agronomic Studies

11^{ème} réunion des ministres de l'Agriculture des 13 Etats membres du CIHEAM

Tirana (Albanie)

22 Septembre 2016

KEYNOTE

Deux objectifs à l'ordre du jour de cette réunion ministérielle

La réunion aura deux objectifs :

- **Un échange de vue autour des migrations** sous la perspective du développement agricole et de la sécurité alimentaire au regard des enjeux spécifiques à la Méditerranée.

La crise des réfugiés que nous vivons actuellement, et dont il est difficile de mesurer encore tous les effets, doit nous conduire à réfléchir de manière plus générale à la prise en compte des causes profondes de ces migrations volontaires ou forcées, ainsi que des tendances qu'elles dessinent afin de faire ressortir les solutions envisageables sous la perspective du développement agricole et rural et de la sécurité alimentaire en Méditerranée.

- **La présentation de de l'Agenda stratégique 2025 du CIHEAM**, qui décline sa mission de coopération en Méditerranée autour de 4 piliers et de 15 thématiques.

Cet Agenda vise notamment à prioriser les activités du CIHEAM face aux enjeux régionaux contemporains, à décliner la dimension méditerranéenne de l'Agenda global du développement Post-2015, à favoriser la mobilisation de financements additionnels pour conduire la coopération et à renforcer les synergies/complémentarités institutionnelles en faveur de la Méditerranée.

Les allocutions des ministres et des représentants des organisations internationales/régionales s'articuleront autour de ces deux objectifs thématiques, de même que la déclaration de Tirana qui sera adoptée à l'issue de la réunion.

L'objectif de cette note est de cadrer les grands enjeux posés par la thématique des migrations en Méditerranée sous une perspective agricole et rurale, mais également de présenter l'Agenda stratégique 2025 du CIHEAM, afin de faciliter la préparation des interventions et de la déclaration de Tirana.

Les migrations en Méditerranée

Comme l'a affirmé l'ancien haut-commissaire aux réfugiés des Nations-unies, le portugais Antonio Guterres, « le 21^{ème} siècle sera celui des peuples en mouvement »¹. Si les hommes se déplacent depuis des millénaires, le phénomène s'est accentué avec le temps sous l'effet de la croissance démographique, le creusement des inégalités, la globalisation mais aussi la fréquence des conflits. Les enjeux liés aux migrations sont donc très présents dans l'Agenda du développement post-2015 adopté par les Nations-Unies en septembre 2015².

3

La Méditerranée constitue un espace migratoire de premier plan depuis longtemps, mais les facteurs déclenchants de la mobilité s'y sont progressivement diversifiés. La situation particulièrement difficile observée actuellement doit être appréhendée à l'aune de causes profondes, et parfois oubliées, de ces migrations mais aussi des tendances qu'elles dessinent afin de les intégrer dans une modèle de développement soutenable, y compris pour le secteur agricole et du point de vue de la sécurité alimentaire en Méditerranée.

A. Etat des lieux

La planète migrante

Les personnes sont aujourd'hui de plus en plus mobiles, sur des distances plus longues, et à une fréquence accrue. L'explosion des flux de marchandises, de capitaux et surtout d'information catalyse ces dynamiques migratoires. Ces personnes en mouvement le sont par choix ou par contrainte³. Les inégalités économiques, les disparités territoriales, les insécurités ou les catastrophes naturelles poussent des individus à quitter leur lieu de vie. Parallèlement, le développement des niveaux de vie et des libertés font aussi que des personnes se déplacent selon les opportunités qui se présentent avec cet horizon élargi.

Les migrations peuvent tout d'abord être internes⁴ (au sein même d'un Etat et de ses territoires) ou internationales (lorsque le migrant franchit une frontière internationale). Lorsqu'elles se déroulent au sein même d'un pays, ces migrations répondent souvent à des logiques de départ vers les villes au détriment de zones marginalisées (rurales, côtières, montagneuses...). De tels mouvements s'inscrivent dans la tendance mondiale à l'urbanisation et peuvent être motivés autant par l'envie des populations rurales d'adopter un mode de vie urbain que par la nécessité ressentie de quitter des zones où le mal-développement prédomine et où les revenus tirés de la terre ne sont pas suffisants pour vivre. En Méditerranée, cet exode rural signifie le plus souvent un départ vers les villes des zones littorales. Ces mouvements internes peuvent aussi être forcés, dans les nombreux Etats du monde où des conflits, violations des droits de l'homme ou catastrophes naturelles génèrent des déplacements massifs de populations.

¹ Antonio Guterres, entretien dans *Le Monde* daté du 28-29 septembre 2008

² Plus précisément, les questions migratoires sont au cœur des Objectifs du développement durable (ODD) sur le travail décent et la croissance économique (ODD8), sur les inégalités réduites (ODD10) et sur les partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD17)

³ Quand les populations sont contraintes de se déplacer, on parle de réfugiés (lorsqu'une frontière internationale est franchie) et de déplacés internes (quand le déplacement se fait au sein même d'un Etat). Le statut de réfugié est reconnu en droit international par la Convention de Genève de 1951 et protège les personnes reconnues comme tel.

⁴ Selon l'ONU, environ 1 milliards d'individus sur Terre sont actuellement mobiles. 75% des migrations sont internes, 25% internationales.

Les migrations internationales répondent à la même logique et sont souvent la deuxième étape du processus migratoire – la migration interne constituant la première. Certaines sont choisies, à l’instar des millions de migrants économiques qui cherchent dans un autre pays que le leur de meilleures conditions de vie. D’autres sont forcées, quand l’être humain quitte son pays pour un autre, voisin ou plus lointain, afin de sauver sa vie mise en danger par les conflits, la violence généralisée, les persécutions ciblées ou encore les difficultés environnementales. Ces dernières années, le nombre de ces personnes déplacées de force a fortement augmenté, qu’ils aient fui au sein de leur propre pays ou dans un autre. En 2014, près de 60 millions de personnes ont ainsi été contraintes de se déplacer⁵, soit 50% de plus qu’en 2004. Il convient cependant de remettre ces chiffres en perspective : ces déplacements forcés de populations restent minoritaires comparés aux migrations dans leur ensemble.

La Méditerranée, au cœur du phénomène migratoire

En Méditerranée, ces migrations sont en recomposition permanente. Les flux Sud-Nord ne sont pas nouveaux, mais se sont amplifiés ces dernières années avec les disparités économiques, les conflits et les insécurités humaines liées⁶. Si les dynamiques migratoires en Méditerranée sont historiques et polymorphes, elles prennent une configuration géopolitique de plus en plus complexe dans le contexte actuel de la région⁷. Le profil des migrants y évolue tout comme les routes migratoires se transforment⁸.

Quand bien même de nombreux individus de l’Europe du Sud ont quitté leur pays ces dernières années avec la crise économique, il importe de bien souligner à quel point ces migrations internationales concernent surtout les pays de la rive Est et Sud de la Méditerranée. Ces pays sont devenus des zones de transit ou même d’installation, avec des arrivées massives au Proche-Orient et en Afrique du Nord de populations fuyant les guerres et les persécutions ciblées ou en quête de meilleures conditions de vie. Plusieurs millions d’individus ont été déplacés ou ont migré au cours des dernières années vers cette zone, provoquant des arrivées importantes de populations dans les pays méditerranéens, qui simultanément connaissent de nombreuses difficultés économiques, ce qui rend encore plus complexe la mise en œuvre de moyens budgétaires et logistiques conséquents pour l’assistance à cet afflux de personnes et leur intégration au sein des sociétés⁹. Sur les rives du Nord de la Méditerranée, ces arrivées de populations revêtent un caractère particulièrement dramatique ces dernières années. Plus de 20 000 personnes seraient mortes entre 2000 et 2015 en tentant de gagner l’Europe. Bien qu’il soit impossible de prévoir ce que seront les mouvements de population à moyen ou long termes, il est raisonnable de penser que l’espace méditerranéen, et plus largement l’Afrique et le Moyen-Orient, resteront au centre de l’attention stratégique.

⁵ UNCHR, *UNCHR’s Annual Global Trends Report: World at War*, 2015.

⁶ IOM, *The Middle East and North Africa. Annual Report 2014*, 2015.

⁷ Catherine Wihtol de Wenden, Camille Schmoll, Hélène Thiollet (sous la dir.), *Migrations en Méditerranée*, CNRS Editions, 2015.

⁸ Arezo Malakooti, *Migration Trends Across the Mediterranean: Connecting the Dots*, IOM/AltaiConsulting, 2015.

⁹ ESCWA / IOM, *Migration, Displacement and Development in a Changing Arab Region*, 2015 Situation Report on International Migration, 2015.

Diversité des causes

La mondialisation des échanges, l'amplification des inégalités sociales et économiques entre les territoires d'un même pays et entre les Nations elles-mêmes, la croissance démographique, le développement anarchique de certains territoires, la fréquence des conflits, les tensions inhérentes provoquées par la rareté de ressources vitales comme l'eau, la terre et l'alimentation¹⁰ ou encore l'accentuation des contraintes climatiques¹¹ sont autant de facteurs qui concourent à accentuer le phénomène migratoire sur la planète. Au niveau des zones rurales, ce sont tout particulièrement les questions liées au statut et à la condition des agriculteurs ou des pêcheurs (conditions de travail, emploi informel, faiblesse des revenus, précarité et manque de visibilité sur le long-terme, faible professionnalisation des acteurs, protection sociale insuffisante, etc.)¹², qui sont à même de générer des flux migratoires.

Parmi les causes qui génèrent migrations et déplacements de populations, il importe de progresser tout particulièrement dans la reconnaissance des facteurs climatiques. Alors qu'à l'heure actuelle une personne ne peut être reconnue comme réfugiée pour des raisons climatiques, les liens entre mobilité humaine, environnement et changements climatiques ne sauraient être ignorés. Les groupes à faible revenu dépendant de l'agriculture de subsistance sont tout particulièrement affectés, ce qui accentue par là-même les vulnérabilités¹³. Ces migrations climatiques interfèrent avec les enjeux du développement durable et inclusif et de la sécurité alimentaire. La création toute récente, en 2015, d'une division spécifique sur ces thématiques, au sein de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), témoigne d'une attention croissante sur l'imbrication de ces défis.

Dans l'espace méditerranéen plus particulièrement, l'élévation du niveau de la mer, la salinisation et l'érosion des sols, les pénuries en eau, la fréquence accrue de sécheresses et d'épisodes climatiques extrêmes constituent autant de risques dans la région amenés à s'amplifier au cours de ce siècle. Le secteur agricole est par ailleurs, celui qui subit le plus les chocs liés aux changements climatiques. En cas d'épisodes climatiques extrêmes la plus grande part des coûts est, en effet, absorbée par l'agriculture. Par ailleurs, les effets secondaires du changement climatique, notamment sur l'augmentation des crises sanitaires et sur la résurgence de ravageurs de culture, une fois encore obère considérablement le secteur agricole. Lorsque des populations rurales ont pour principal moyen de subsistance l'agriculture et qu'elles ne peuvent plus mener leurs activités suite à ce type de catastrophes, ces dernières sont obligées de migrer vers les villes ou vers d'autres pays. Les interactions entre le climat et la migration dans la région doivent être considérées avec la plus grande attention¹⁴.

Au regard de ces considérations, la région méditerranéenne est assurément centrale dans cette perspective car elle concentre à la fois des tensions climatiques, agricoles, alimentaires et migratoires. Il est donc légitime de voir les pays de cette région se mobiliser fortement dans le cadre de la conférence des parties (COP) qui se réunit annuellement sur les changements climatiques. En décembre 2015, à l'occasion de la COP21 de Paris, la France a renforcé la prise en compte des questions agricoles et alimentaires dans les négociations climatiques. Le Maroc entend prolonger cette dynamique en novembre 2016 lors de la COP22 qui se tiendra à Marrakech.

¹⁰ FAO, *Climate Change and Food Security: risks and responses*, 2016.

¹¹ Jane McAdam, *Climate Change and Displacement. Multidisciplinary Perspectives*, Hart Publishing, 2008.

¹² FAO (eds), *Social protection and agriculture: breaking the cycle of rural poverty*, The FAO State of Food and Agriculture 2015, 2015.

¹³ Glaucia Boyer, Matthew McKinnon, «Le développement et les risques de déplacement», in *Revue des Migrations Forcées* 49, mai 2015

¹⁴ Quentin Wodon, Andrea Liverani, George Joseph, Nathalie Bougnoux, *Climate Change and Migration: Evidence from the Middle East and North Africa*, World Bank, 2014.

Quand les migrations induisent des bénéfices partagés...

Ces migrations sont complexes à appréhender eu égard à la très grande diversité de leurs causes et conséquences. Elles peuvent induire des bénéfices partagés, pour la personne elle-même et sa famille, mais aussi pour la société d'accueil et celle d'origine. Ces bénéfices ne sont pas uniquement économiques¹⁵ : ils peuvent être politiques, sociaux ou culturels...A travers l'Histoire, le métissage a participé à consolider des constructions d'Etat. Plusieurs Nations ont fait de cette diversité et du *melting pot* leur principale force, entretenant leur capacité à stimuler l'innovation et l'ouverture. Les diasporas dans le monde jouent un rôle essentiel sur ces différents niveaux de bénéfices partagés, à la fois dans le temps et dans l'espace. De ce fait, les migrations ont toujours joué un rôle fondamental dans les dynamiques de développement.

La Méditerranée, au carrefour de trois continents, est un espace de migrations permanentes et multidirectionnelles qui offre un exemple de ces bénéfices partagés. Aussi loin que l'on remonte dans le temps, les populations méditerranéennes ont été en mouvement. Cela constitue même l'un des traits caractéristiques de cet espace que d'être animé depuis des siècles par des flux d'échanges humains, économiques et culturels. Ces brassages incessants se sont progressivement sédimentés pour composer une mosaïque sociale où les identités s'entremêlent et le cosmopolitisme se densifie¹⁶.

Dans cette région méditerranéenne, l'agriculture en particulier entretient des liens multiples, anciens et très diversifiés avec les mouvements de populations¹⁷. Il n'est pas inintéressant de noter que l'agriculture a représenté dans l'histoire un point de fixation géographique pour les populations en mouvement. C'est avec l'agriculture que des populations mobiles se sédentarisèrent avec le temps : quand les premières domestications végétales et animales commencèrent il y a plusieurs millénaires, à l'instar du blé dans le Croissant fertile à l'est du bassin, les hommes se fixèrent peu à peu dans la région, abandonnant leur mode de vie nomade. L'agriculture en Méditerranée met aussi en lumière les bénéfices partagés qu'apportent les flux de populations successives. L'existence de cuisines riches de leur diversité (mais où de nombreux traits gastronomiques et culturels sont communs), favorisant l'émergence de la diète méditerranéenne, mode de vie et de consommation durable qui traverse les époques et se joue des frontières¹⁸, en est un exemple criant.

...mais également des coûts partagés

Ces migrations aux motivations diverses ne vont pas sans poser des défis à différents niveaux, à commencer par le niveau urbain. A l'heure actuelle, les migrants s'installent en priorité dans les villes, que ce soit au sein de leur propre pays ou dans un autre, ce qui peut poser des défis colossaux en matière de durabilité et de résilience des systèmes urbains. Nombreux sont ainsi les migrants économiques qui cherchent dans les zones urbaines de meilleures perspectives de vie, même si celles-ci ne sont pas très grandes aujourd'hui dans ces villes méditerranéennes frappées par la crise économique, le faible emploi et la pression sur les ressources. Le scénario n'est en rien comparable à celui observé au 20^{ème} siècle en Europe où les mondes urbains offraient davantage de travail et de possibilités de réussite aux individus venant des campagnes.

¹⁵ OECD, *International Migration Outlook 2014, Special Focus: Mobilising Migrant's Skills for Economic Success*, 2014.

¹⁶ David Abulafia, *The Great Sea. A Human History of the Mediterranean*, Penguin Book, 2011 ; Franco Cardini, *Il grande blu. Il Mediterraneo, mare di tesori. Avventure, sogni, commerci, battaglie*, Florence Press, 2014.

¹⁷ CIHEAM, *Atlas Mediterra. Mediterranean Agriculture, Food, Fisheries and the Rural World*, CIHEAM/Les Presses de Sciences-Po, 2010.

¹⁸ CIHEAM, *Atlas Mediterra. Mediterranean Agriculture, Food, Fisheries and the Rural World*, CIHEAM/Les Presses de Sciences-Po, 2010.

En Méditerranée, ces dernières années, l'exode vers les villes ne s'est pas traduit par une insertion professionnelle dynamique de ces individus venus de l'intérieur en quête d'un emploi urbain espéré meilleur. Les villes peinent à répondre aux besoins des nouveaux arrivants et réussissent difficilement à offrir une perspective de vie meilleure. Une autre conséquence de ces migrations, et que l'on mesure encore trop peu, concerne la fuite des cerveaux et des compétences. Cette perte de capital humain pour les pays de départ, qui est aussi un gaspillage de connaissances, concerne tous les secteurs d'activités et autant les villes et les littoraux que les zones rurales et les régions intérieures. Cette fuite des cerveaux peut être qualifiée de « perdant-perdant » car les pays hôtes, faute de référentiels de compétences communs, ne parviennent pas ou ne souhaitent pas intégrer ces migrants qualifiés dans le marché du travail à la hauteur de leur qualification.

Dans le cas des déplacements forcés de populations, des crises humanitaires émergent souvent et se traduisent par l'installation d'une grande partie des réfugiés dans les villes des pays d'accueil, et non dans les camps gérés par les organisations internationales¹⁹. Il convient alors de traiter les effets alimentaires et sociaux de tels mouvements vers les villes, et pas uniquement de considérer les effets sur l'habitat ou les marchés du travail. De tels mouvements migratoires posent évidemment des défis économiques, agricoles et infrastructurels pour faire face à une équation alimentaire transformée. L'apport de nourriture pour ces individus déplacés de force représente la première des nécessités vitales qu'il faut pouvoir assurer, avec l'accès à l'eau potable et aux soins. Bien que les collectivités locales, la société civile, les organisations humanitaires et les opérateurs économiques fassent beaucoup, les défis urbains à relever sont majeurs. Les réponses apportées se font généralement dans l'urgence, avec des modalités de prise en charge locale délicates à mettre en œuvre sur le plan financier et logistique. S'il est évidemment important de s'occuper de la sécurité alimentaire de ces populations fragilisées sur le court terme, il est tout aussi essentiel de trouver des solutions de moyen et long terme aux défis posés : selon les estimations de l'UNHCR, les réfugiés restent en exil en moyenne 17 ans. La mise en place par l'UE du fond « MADAD »²⁰, en réponse à la crise syrienne, va en ce sens et s'inscrit dans ce cadre d'une assistance efficiente et de longue durée envers les populations déplacées.

Pour les Etats du bassin méditerranéen, mais aussi pour l'UE et ses Etats membres, ces flux posent aussi des défis politiques majeurs à relever dans une période de « *crise polymorphe* »²¹ (déprise économique, incertitudes sur l'intégration, arrivées massives de migrants aux frontières, instabilités dans les pays du voisinage, etc.) qui ne favorise pas la mise en œuvre de réponses collectives²². Afin de contrer la présence considérée comme irrégulière de personnes étrangères sur leur territoire, les Etats mettent en place des politiques de plus en plus restrictives à l'immigration. Depuis une dizaine d'années, gestion des réfugiés, contrôles aux frontières, lutte contre les réseaux clandestins, conditions d'accueil sont au cœur des débats dans l'Union européenne et placent la question migratoire au centre de son agenda méditerranéen. Il est probable que la manière avec laquelle l'UE fera face à ce défi migratoire déterminera en partie l'évolution même du projet européen. C'est à la fois un test majeur pour la solidité des mécanismes communautaires²³, mais également une épreuve pour la teneur future de sa coopération avec les Etats du bassin méditerranéen, et plus largement du Moyen-Orient et de l'Afrique. Comme l'a souligné Federica Mogherini, Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, également vice-présidente de la Commission, « *L'Europe risque la désintégration* »²⁴ si elle n'est pas en mesure de faire face unie à la crise migratoire.

¹⁹ A l'heure actuelle, 59% des réfugiés dans le monde vivent dans un milieu urbain

²⁰ http://ec.europa.eu/enlargement/neighbourhood/countries/syria/madad/index_en.htm

²¹ Expression employée par Jean-Claude Juncker, actuel Président de la Commission européenne,

²² Angeliki Dimitriadi, « *L'Europe face aux réfugiés* », in Afkar-Ideas, n°48, Hiver 2015-2016.

²³ Sergio Carrera, Steven Blockmans, Daniel Gros and Elspeth Guild, « *The EU's Response to the Refugee Crisis: Taking Stock and Setting Policy Priorities* », CEPS Essay, n°20, December 2015.

²⁴ Federica Mogherini, entretien au *Sole 24 Ore*, 29 octobre 2015.

B. Mises en perspective agricoles et rurales

Face à ces défis multiples et interdépendants, l'agriculture semble pouvoir offrir des clefs de compréhension mais aussi d'action afin de résoudre certaines de ces équations. Il importe de s'interroger sur le rôle de l'agriculture et du développement rural pour prévenir l'exode vers les villes mais aussi pour répondre à certains défis posés par ces migrations, car les problématiques sont liées²⁵. Plus globalement, ces réflexions s'intègrent dans une démarche visant à reclasser stratégiquement les territoires ruraux et l'agriculture comme déterminants majeurs pour la stabilité et l'économie des pays de la région.

Agir sur les causes de l'exode rural

Les mondes ruraux, les communautés agricoles et de la pêche côtière sont des moteurs dans les changements à l'œuvre et des porteurs de solutions, mais également des contributeurs aux dynamiques migratoires. Le potentiel (souvent inexploité) des jeunes, leur employabilité et leur participation active dans la vie des territoires ruraux représentent un axe majeur de réflexions et d'actions à mener pour prévenir l'exode rural, car ils en sont une composante vitale et difficilement remplaçable. Ce n'est pas nécessairement mauvais que des jeunes quittent le territoire rural, l'agriculture peut s'adapter (comme on l'a vu au 19^{ème} et au 20^{ème} siècle en Europe). Mais les secteurs secondaire et tertiaire n'offrent plus aujourd'hui les mêmes opportunités d'emploi pour ces jeunes. Les migrations ne sont donc pas forcément bénéfiques pour eux. Le sujet est donc d'offrir à ces jeunes des conditions de vie décentes en milieu rural. Le double vieillissement démographique (en milieu rural et dans le secteur agricole) n'est en effet pas sans poser quelques difficultés si la tendance se poursuit. Il faut donc travailler à la création d'emplois décents et viables mais aussi attractifs et innovants, en dynamisant par exemple l'entrepreneuriat ou l'économie sociale en zone rurale. Il convient de rendre par ailleurs plus attractifs les territoires ruraux d'un point de vue culturel pour ces jeunes populations en quête d'un mode de vie plus urbain. Il faut aussi penser des modèles de développement inclusifs pour que toutes les communautés (les groupes vulnérables en particulier) soient associées aux politiques locales et à l'organisation de la vie sociale dans les territoires ruraux.

Les réponses techniques et économiques ne peuvent suffire à elles-seules. Elles doivent être complétées par du sens, un idéal à atteindre, et par des réponses politiques et un contrat social auquel les individus adhèrent. Des initiatives participatives fondées sur le dialogue, la co-construction et la réalisation de soi (esprit d'entrepreneuriat, être acteur de l'intérêt collectif...) peuvent contribuer à sortir les ruraux et les jeunes de la triple marginalisation (spatiale, économique et sociale) qui les enferme souvent. Elles constituent des remparts aux courants idéologiques les plus radicaux qui se nourrissent des sentiments de frustration, d'injustice et de désespérance. Au final, c'est la prévention d'une fuite des forces vives du milieu rural et le renforcement d'un sentiment d'appartenance à une communauté d'intérêt qui sont en jeu. Contrer le « rural brain drain » et le « repli radical » passe assurément par plus d'inclusion des zones intérieures et agricoles dans les dynamiques de développement et de croissance économique des pays et par des perspectives d'emplois valorisés, diversifiés et à fort impact social pour les jeunes de ces régions rurales. Ce défi fut l'une des principales recommandations formulées en novembre 2014 dans la déclaration adoptée lors de la seconde conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'agriculture tenue à Palerme, « *Il faut amener un nombre accru de jeunes des pays méditerranéens à considérer l'agriculture et les régions rurales comme des domaines d'activités et de projet attractifs, que ceci passe par la mise en place de politiques nationales et régionales multisectorielles adaptées et suffisamment dotées de moyens* ».

²⁵ Statement of the FAO Director General, José Graziano da Silva, at the occasion of the 2nd Euro-Mediterranean Ministerial Conference held in Palermo (Italy), on November 28, 2014.

Valoriser les solutions des mondes ruraux

Une modification profonde des pratiques agricoles s'impose si l'on veut tout à la fois améliorer la productivité agricole, proposer une production alimentaire plus durable et prévenir la migration vers les villes. Cela signifie donc ne pas oublier les fondamentaux sous-tendant un meilleur développement agricole et rural : l'amélioration des conditions de vie et de la logistique dans les territoires ruraux, la bonne gestion des ressources naturelles, l'adaptation aux changements climatiques, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, et la résilience des communautés (agricoles ou de la pêche) face aux crises (de marché, de prix, sanitaires, dues à des catastrophes naturelles ou à des conflits, etc.). A cet égard, il est constaté en Méditerranée à quel point l'agriculture et les territoires ruraux restent des sources de résilience pour de nombreuses familles face aux chocs économiques²⁶. Les jeunes doivent être, entre autres, des protagonistes dans ce secteur agricole où il faut innover. Le développement d'une agriculture triplement performante, sur le plan économique, écologique et social, constitue en ce sens un projet mobilisateur pour la région méditerranéenne et ses pays, capable de fédérer à la fois des savoirs traditionnels humains, de l'innovation (technique, sociale, institutionnelle, etc.) et des spécificités locales très diversifiées qui font la richesse de la Méditerranée²⁷.

Comme développé plus haut, les villes peinent aujourd'hui à répondre aux besoins des nouveaux arrivants. Un tel constat invite à repenser le rôle des politiques en milieu rural et des investissements dans le secteur agricole, à plus forte raison que l'enjeu s'inscrit parfaitement avec les objectifs de développement inclusif et durable et avec la recherche d'une plus grande sécurité alimentaire. Ce constat s'est concrétisé dans les faits depuis le milieu des années 2000, tournant mondial et régional, où l'attention envers l'agriculture et les territoires ruraux s'est renforcée au point de conduire de nombreux pays (mais aussi l'ONU, plusieurs organisations internationales et bailleurs de fonds) à reclasser ces questions en haut de leur agenda stratégique.

Les migrants, à commencer par ceux venant des zones rurales, représentent un segment de compétences agricoles à entretenir, notamment dans les processus futurs d'intégration dans leur pays d'accueil. En outre, il apparaît que dans de nombreux pays de l'UE et du bassin Méditerranéen, ce sont précisément des migrants qui viennent vitaliser les zones rurales ou de montagne, renforcer la main d'œuvre en agriculture²⁸ et combler les besoins d'ouvriers agricoles qualifiés. Dans cette perspective, outre la nécessité de pouvoir progresser en termes des conditions de travail dans lesquelles ces ouvriers évoluent, il conviendrait de mettre plus souvent en valeur les avantages que peuvent procurer des migrations agricoles saisonnières quand celles-ci sont bien organisées. De même, il serait opportun de travailler à la mise en place de parcours d'éducation et de formation, notamment agricoles, lorsque les migrants arrivent dans les pays d'accueil. La question de l'éducation et de la formation pour ces populations est en effet un enjeu majeur, en particulier pour les populations déplacées de force²⁹. Si la problématique des enfants constitue un aspect particulier, elle ne doit masquer les besoins pour les jeunes adultes (un tiers des migrants internationaux sont âgés de 15 à 34 ans) et les personnes expérimentées. La formation linguistique doit être complétée par des formations techniques adaptées aux connaissances de ces populations et aux opportunités d'emploi que les pays d'accueil sont susceptibles d'offrir, notamment dans les zones rurales.

²⁶ Mélanie Requier-Desjardins & al, "Une lecture de la crise migratoire en Méditerranée: l'agriculture et le développement rural comme source de résilience", in CIHEAM Watch Letter n°36, April 2016.

²⁷ CIHEAM, Politecnico di Milano, *Feeding the Mediterranean through knowledge*, Policy Paper, Expo Milano 2015.

²⁸ Michele Nori, "Shifting Transhumances :migration patterns in Mediterranean pastoralism", in CIHEAM Watch Letter n°36, April 2016.

²⁹ European Economic and Social Committee, *Fact-finding missions on the situation of refugees, as seen by civil society organisations*, Synthesis Report, 2016

Réduire l'impact des changements climatiques

Les enjeux que posent les migrations forcées tendent à positionner le curseur de l'action politique et de la coopération sur les effets et les conséquences de ces dynamiques, occultant les politiques qui pourraient être mise en place pour les prévenir ou mieux les encadrer. C'est notamment le cas pour les migrations climatiques. Les dégradations lentes de l'environnement, le stress hydrique et les épisodes de sécheresse, peuvent, comme dans le cas de la Syrie ou du Soudan, contribuer progressivement à déplacer des masses démographiques importantes avec les conséquences socio-politiques que cela aura ensuite engendrées³⁰. Dans un tel contexte, il paraît essentiel de mettre en place des politiques agricoles dynamiques qui préviennent les effets des changements climatiques. Il ne peut y avoir de paix sans sécurité alimentaire, il ne saurait y avoir de sécurité alimentaire sans production agricole et il ne peut y avoir d'agriculture sans dynamiques de développement en milieu rural. La sécurité alimentaire et l'agriculture sont étroitement liées à la paix et la stabilité dans les territoires, et doivent être considérés comme des enjeux prioritaires à moyen et long terme pour prévenir les déplacements forcés. L'agriculture peut apporter des réponses en matière d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique. A cet égard, les agriculteurs et leurs organisations professionnelles doivent bénéficier d'appui au travers de politiques adéquates pour réaliser pleinement ce potentiel.

**

Quelques invitations pour l'action

- Constituer un groupe de travail multisectoriel de haut-niveau sur les migrations et les enjeux agricoles, alimentaires et ruraux afin d'instaurer une plate-forme euro-méditerranéenne de dialogue, de partage de connaissances et d'impulsion d'études. Les études menées porteraient sur les interactions entre agriculture, sécurité alimentaire, climat et migrations dans une perspective de développement inclusif et territorial en Méditerranée. Une meilleure connaissance de la part des ruraux dans les dynamiques migratoires, de même qu'une quantification des facteurs climatiques dans les mobilités de personnes ou d'agriculteurs, seraient des pistes de recherche à creuser. Un rapport régional pourrait plus largement être élaboré avec le souci de fournir des données exploitables par différents publics (administrations, collectivités, associations, organisations professionnelles...) et comprenant une dimension pratique et opérationnelle.
- Constituer un consortium composé d'experts aux compétences variées et pluridisciplinaires et de représentants issus d'administrations publiques. Ce consortium aurait, entre autres fonctions de permettre la diffusion, à travers des modules de formation et des projets d'assistance technique, des études impulsées par le groupe de haut-niveau. Ces formations où seraient également valorisées les bonnes pratiques/solutions identifiées, seraient destinées aux fonctionnaires en charge du développement rural, aux collectivités territoriales, aux institutions publiques locales et aux acteurs de la société civile partenaires afin de contribuer à l'anticipation et la gestion des crises.

³⁰ Francesca De Chatel, "The Role of Drought and Climate Change in the Syrian Uprising: Untangling the Triggers of the Revolution", in Middle Eastern Studies Volume 50, 2014.

- Mettre en place des parcours de formation technique et pluridisciplinaire en agriculture et dans la pêche dans le cadre de l'insertion des migrants économiques ou réfugiés.
- Mettre en place des initiatives contribuant à faciliter le vivre-ensemble et suscitant l'esprit d'entreprendre en lien avec l'alimentation (potagers collectifs, transformation et commercialisation de produits alimentaires...). Des initiatives qui pourront recueillir le soutien du secteur privé (entreprises, investisseurs...)
- Favoriser le développement de réseaux ruraux d'intégration dans les pays où arrivent des migrants et des réfugiés afin de leur proposer une insertion professionnelle dans le secteur agricole, forestier ou de la pêche, mais aussi dans les entreprises agro-alimentaires et services associés, et ainsi contribuer à leur reconnaissance sociale en tant que ressources humaines compétentes.
- Renforcer les dispositifs propices à la migration professionnelle et à la mobilité des entrepreneurs, des étudiants et des chercheurs, dans le domaine de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et du développement des territoires ruraux.

L'Agenda stratégique 2025 du CIHEAM

Pour traiter des causes profondes de la migration et miser sur les politiques agricoles, rurales, alimentaires et climatiques favorables à un développement plus inclusif en Méditerranée, il importe de favoriser les stratégies locales et nationales, en les articulant avec l'action des organisations internationales et régionales qui se doivent de répondre aux besoins des pays et des territoires. Les synergies institutionnelles seront plus efficaces si elles se doublent de synergies intersectorielles, tant les enjeux migratoires, agricoles et ruraux appellent à une intégration renforcée des projets et des stratégies³¹. Ces stratégies doivent être désormais une priorité politique pour le futur de l'Europe et de la Méditerranée. La 11^{ème} Ministérielle de Tirana et l'Agenda stratégique 2025 du CIHEAM vont dans cette direction.

12

En effet, c'est en positionnant la coopération par des activités multidimensionnelles et de long terme que le CIHEAM se propose d'agir, fort de son expérience en matière de dialogue multilatéral, de formations spécialisées et d'assistance technique concrète menées dans les pays de la région. En favorisant l'inclusion des enjeux alimentaires et climatiques dans le débat stratégique euro-méditerranéen mais également l'inclusion des communautés agricoles, halieutiques et rurales dans les politiques nationales et locales, le CIHEAM décline en Méditerranée plusieurs objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda post-2015.

Les déséquilibres territoriaux, la pauvreté et le chômage dans les zones rurales sont au cœur des enjeux relatifs aux mouvements de populations et aux crises sociales. L'amélioration des conditions de vie et la création d'opportunités dans les territoires ruraux apparaissent donc comme des prérequis à l'ancrage de leurs populations, ce qui nécessite une revalorisation de l'activité agricole, notamment dans les petites structures, ainsi que des incitations spécifiques à l'attention des jeunes ruraux. La diversification de l'économie rurale est également importante. Le manque d'attractivité de l'agriculture et des territoires ruraux s'explique d'abord par leur marginalisation sociale et spatiale. Sur ces enjeux qui nécessitent des actions de moyen-long terme et des stratégies de coopération intersectorielles, le CIHEAM agit depuis plusieurs années en contribuant à la formation, au partage d'expériences et à la diffusion de bonnes pratiques pour favoriser le développement humain, économique et durable au sein des régions les plus vulnérables de la Méditerranée.

Le CIHEAM, dans le cadre de son processus de repositionnement lancé en 2012 au moment de la célébration du 50^{ème} anniversaire de sa création, s'est lancé dans une série de réformes pour adapter sa mission de coopération au nouveau contexte méditerranéen. Afin de relier ses activités aux besoins contemporains des pays de la région, mais également dans le but de renforcer les synergies institutionnelles (entre les Organisations régionales et internationales, entre les acteurs de la coopération, etc.) en faveur de la Méditerranée, le CIHEAM a voulu se doter d'un Agenda stratégique de moyen-long terme (horizon 2025). Cet Agenda entend par ailleurs proposer une contribution à la déclinaison d'une dimension méditerranéenne de l'Agenda global du développement Post-2015. En 2016, l'objectif est de définir plus concrètement ce qui constituera cet Agenda stratégique 2025 du CIHEAM, auquel les ministres, à Tirana, pourraient donner une validation politique mobilisatrice.

³¹ CIHEAM (eds), *Agenda Post-2015 and Mediterranean Future*, CIHEAM Watch Letter n°34, September 2015.

Un Agenda autour de 4 piliers et de 15 priorités thématiques

Cet Agenda stratégique 2025 du CIHEAM s'inscrit dans le cadre de la mission de coopération de l'Organisation, dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, du rural et du climat. Il s'articule autour de 4 piliers correspondant aux grands enjeux de l'Agenda global du Développement Post-2015 et de ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) :

- A. La protection de la planète
- B. La sécurité alimentaire et nutritionnelle
- C. Le développement inclusif
- D. Les crises et la résilience

L'Agenda stratégique du CIHEAM 2025, articulé autour de ces 4 piliers, se décline plus précisément en 15 priorités thématiques :

1. *La protection de la planète « en luttant contre le triple gaspillage »*
 1. La préservation des savoirs traditionnels et le partage des connaissances
 2. La gestion des ressources naturelles (eau, sols, forêts, énergies, biodiversité, mer...)
 3. La réduction des pertes agricoles et des gaspillages de nourriture tout au long de la chaîne agro-alimentaire
2. *La sécurité alimentaire et nutritionnelle « en favorisant l'agriculture et l'alimentation durables »*
 4. La valorisation de la diète méditerranéenne
 5. La promotion des pratiques agro-écologiques
 6. La sûreté et la qualité des produits
 7. L'accès à l'alimentation
3. *Le développement inclusif « en investissant dans les nouvelles générations et dans les territoires »*
 8. L'employabilité des jeunes et la formation professionnelle tout au long de la vie
 9. Le développement dans les régions rurales et les zones côtières
 10. L'égalité des genres et l'inclusion des communautés vulnérables
 11. L'émergence de territoires ruraux « intelligents » et de modèles agricoles/haliéutiques inclusifs
4. *Les crises et la résilience « en contribuant à la gestion des tensions »*
 12. Les mobilités de population et les migrations
 13. Les changements climatiques
 14. La santé des animaux et des plantes
 15. Les marchés agricoles

Si les pays méditerranéens présentent des situations politiques, sociales et économiques différentes, des enjeux communs existent à l'échelle régionale. La protection de la planète (i), la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ii), le développement inclusif (iii) et la capacité de résilience face à des crises et des tensions (iv) constituent des défis méditerranéens fondamentaux qui requièrent une forte mobilisation. Celle-ci doit être à la fois multilatérale et multi-partie prenante.

Ce sont donc ces quatre piliers que le CIHEAM propose pour son Agenda Stratégique 2025, afin d'adapter sa mission au nouveau contexte de la région, en la priorisant autour de 15 priorités thématiques. Cet Agenda vise aussi à densifier la coopération avec les Etats, les Organisations et les acteurs engagés pour la construction d'une Méditerranée solidaire et inclusive.

A. La protection de la planète en luttant contre le triple gaspillage

Les connaissances, les savoir-faire traditionnels, les productions agricoles et les ressources naturelles ne doivent plus être gaspillés en Méditerranée. Il faut donc agir de manière systémique et simultanée.

Les pays méditerranéens font face à un nouveau défi : produire plus, avec moins de ressources, tout en devant protéger l'environnement. Dans cette perspective, la question des pertes et gaspillages devient essentielle pour les objectifs de sécurité alimentaire et de durabilité. La perte et le gaspillage ont plusieurs dimensions (sociales, économiques et environnementales) et devraient dès lors, être abordés sous trois angles, différents mais complémentaires. En effet, en combinant l'analyse des ressources naturelles, de la production des aliments et des savoirs, c'est l'être humain qui finalement est remis au centre du jeu.

1. La préservation des savoirs traditionnels et le partage des connaissances

C'est grâce à la capacité humaine à trouver des solutions innovantes et à accumuler des connaissances que nous sommes capables de nous adapter aux changements. Depuis plusieurs années, l'innovation a été rapprochée du principe de développement durable, il est temps de lui donner une place plus centrale. Premièrement en reconnaissant la capacité humaine à créer des changements, à faire avancer la science, et à nourrir la connaissance. Deuxièmement en soulignant l'importance de prendre en compte les spécificités culturelles, économiques, sociales et géographiques des différentes sociétés durant l'application des ODD au niveau local. La Méditerranée tout au long de son histoire a été le berceau de grandes civilisations construites autour de traditions agricoles adaptées aux conditions naturelles de la région. Ces savoir-faire doivent être conservés, partagés et hybridés aux savoirs scientifiques pour répondre aux exigences actuelles et futures de la production agricole. Grâce à l'utilisation des nouveaux outils de communication notamment, nous pouvons catalyser ce phénomène.

2. La gestion des ressources naturelles (eau, sols, forêts, énergies, biodiversité, mer...)

L'agriculture est l'un des secteurs les plus consommateurs de ressources naturelles et d'énergies. Les ressources en eau douce, en terres arables et la biodiversité terrestre comme maritime sont impactées par l'activité agricole. Or, le secteur agricole est totalement dépendant de ces ressources, sans terres fertiles ou eau en quantité nécessaire, la sécurité alimentaire est menacée. A l'heure où les considérations climatiques et environnementales sont toujours plus prégnantes, l'agriculture doit adapter ses activités pour conserver et protéger ces ressources naturelles tout en diminuant sa dépendance aux énergies fossiles polluantes.

3. La réduction des pertes agricoles et des gaspillages de nourriture tout au long de la chaîne alimentaire

Un tiers de la production agricole destinée à la consommation humaine dans le monde est perdue ou gaspillée. Tout au long de la chaîne alimentaire, de la production à la consommation en passant par les transports et les stockages, nous constatons des pertes et des gaspillages qui pourraient être évités. Dans un contexte alimentaire mondial extrêmement « crisogène » et face à des capacités de production et des ressources limitées, il est capital de lutter contre ces pertes, notamment par l'implantation d'infrastructures modernisées, mais aussi des innovations techniques et organisationnelles induites par une prise de conscience des consommateurs, des politiques et des acteurs agro-alimentaires. Les produits de la mer doivent également être mieux intégrés dans les recherches et les stratégies mises en place pour réduire les gaspillages alimentaires.

B. La sécurité alimentaire et nutritionnelle en favorisant l'agriculture et l'alimentation durables

Face aux enjeux environnementaux et alimentaires mondiaux, il nous faut produire plus, mieux et avec moins de ressources. Une nouvelle équation agricole dont la Méditerranée doit se saisir afin de renforcer par ailleurs l'accès à la nourriture et améliorer la qualité des produits.

En 2020, en raison de la croissance démographique, il y aura 530 millions de personnes à nourrir en Méditerranée. La région devra faire face à des impacts accentués du changement climatique et notamment un assèchement général qui pourrait réduire les rendements agricoles. Ces phénomènes complexifieront davantage la situation déjà vulnérable de l'agriculture méditerranéenne. L'amélioration de la sécurité alimentaire dans la région devra passer par l'adoption de stratégies d'adaptation à plusieurs niveaux.

4. La valorisation de la diète méditerranéenne

Aujourd'hui redécouverte et vantée pour ses impacts positifs sur la santé et l'environnement, la diète méditerranéenne est considérée comme un régime sain, durable et favorable aux producteurs locaux. Cependant, la région méditerranéenne traverse actuellement une transition nutritionnelle, principalement due aux échanges commerciaux internationaux, à l'urbanisation et aux changements des modes de vie, qui l'éloigne de son régime traditionnel. Parallèlement à l'augmentation préoccupante de l'obésité tout autour de la Méditerranée, la sous-alimentation est toujours présente, principalement au Sud et à l'Est de la région. Un retour à la diète méditerranéenne doit donc être envisagé comme outil pour une sécurité nutritionnelle durable dans la région.

5. La promotion des pratiques agro-écologiques

L'agro-écologie vise à élaborer des systèmes de production agricoles en s'appuyant sur une vision holistique des avantages offerts par les écosystèmes dans le but d'augmenter la production tout en diminuant la pression sur l'environnement et les ressources naturelles. Cette conception de l'agriculture, intensive en connaissances, s'inscrit dans la démarche de construction d'un modèle agricole résilient face aux changements climatiques et durable favorisant la sécurité alimentaire dans la région méditerranéenne.

6. La sûreté et la qualité des produits

La sécurité alimentaire n'est pas seulement affaire de quantité, la qualité est tout aussi importante. La sûreté alimentaire est un élément clé qui lie le producteur au consommateur. Entre ces deux points, les produits de la terre comme de la mer peuvent être exposés à de nombreux éléments susceptibles d'affecter leur qualité sanitaire et nutritionnelle. Il est donc essentiel de développer les bonnes pratiques dans la production, la transformation, la distribution et la consommation des produits alimentaires.

7. L'accès à l'alimentation

La notion d'accès à l'alimentation est un pilier majeur de la sécurité alimentaire qui mérite d'être abordée dans le cas méditerranéen. La capacité de produire son alimentation (et donc d'avoir accès pour un agriculteur à la terre, à l'eau, aux semences, aux technologies) ou d'acheter sa nourriture, et donc de disposer du pouvoir d'achat nécessaire, conditionne la sécurité alimentaire. Cet accès doit être stable et continu dans le temps et l'espace. Face à des territoires ruraux marginalisés, à des agriculteurs oubliés des pouvoirs publics ou à des consommateurs paupérisés, l'accès à l'alimentation n'est pas garanti. C'est donc un chantier particulièrement crucial pour la Méditerranée.

C. Le développement inclusif en investissant dans les nouvelles générations et dans les territoires

L'agriculture et la pêche dépendent de forces vives : ses travailleurs. Face à un abandon des campagnes et à la déprise de la pêche artisanale, le développement inclusif doit contribuer à la valorisation des territoires ruraux et côtiers, et à une rémunération décente des agriculteurs et des pêcheurs, ainsi que des groupes vulnérables.

Les pays méditerranéens disposent d'un capital humain, économique et agricole solide, néanmoins, des inégalités persistent. Si une série d'indicateurs économiques montrent une amélioration du niveau de vie, il subsiste de grandes disparités entre les pays. Le développement non-inclusif, la précarité du travail et le chômage accentuent la pression à l'intérieur mais aussi entre les pays. Le développement de la Méditerranée doit concerner non seulement les territoires ruraux, souvent au second rang des zones visées par les agendas de développement, mais également les groupes vulnérables au premier rang desquels les femmes et les jeunes, acteurs actuels et futurs incontournables de la croissance agricole et rurale. Il convient aussi de mieux soutenir les petits pêcheurs qui contribuent à la croissance bleue de la Méditerranée.

8. L'employabilité des jeunes et la formation professionnelle tout au long de la vie

Les pays méditerranéens partagent une même réalité inquiétante : le chômage et l'exode rural de ses jeunes en quête d'un avenir meilleur. Ces migrations constituent une véritable perte de ressources humaines pour la région. Les étudiants engagés dans les secteurs de l'agriculture, du développement rural et de l'agroalimentaire veulent participer à ces secteurs, en ayant un revenu et des conditions de travail décentes. L'agriculture est une activité difficile, peu rémunératrice, risquée (risques météorologiques, sanitaires ou économiques) qui peine à attirer ou retenir les jeunes dans des zones où le sous-développement prédomine encore. Compte tenu des défis régionaux, le capital humain formé dans les professions qui sont indispensables à la vie des populations et la stabilité politique des Etats ne peut être gaspillé. L'éducation et la connaissance sont l'un des piliers pour renforcer la sécurité alimentaire. Cette connaissance doit être adaptée aux besoins des pays méditerranéens, facilitant ainsi sa transformation en solutions pratiques et innovantes pour le développement.

9. Le développement dans les régions rurales et les zones côtières

Un tiers de la population méditerranéenne vit dans les zones rurales et un emploi sur dix est lié à l'agriculture. Par conséquent, il est impossible d'envisager le développement des zones rurales sans tenir compte de l'agriculture. Pareillement, il est déraisonnable de faire du développement urbain durable sans reconnecter les villes avec les zones rurales car une telle coupure géographique n'est géopolitiquement pas viable. L'agriculture est un réservoir d'emplois et de revenus pour les ruraux et un facteur essentiel (même si ce n'est pas le seul) pour revitaliser l'économie rurale, dont le rôle est crucial pour la consolidation de la transition en cours dans le Sud et l'Est de la Méditerranée. Parallèlement, la pêche artisanale assure une fonction encore significative sur le plan social et économique au sein des pays de la région et notamment dans les zones côtières. Représentant encore 80% de la flotte de pêche en Méditerranée, elle peut aussi s'avérer très performante dans l'utilisation durable des ressources, contribuant ainsi à l'économie bleue dans la région.

10. L'égalité des genres et l'inclusion des communautés vulnérables

Le développement inclusif est à la fois un processus et un objectif avec une approche double : faire évoluer la société pour effacer les barrières excluant les groupes vulnérables et accroître leurs capacités et leur influence. Les femmes sont des actrices incontournables à la fois de la production agricole et alimentaire, ainsi que dans la préservation de savoir-faire traditionnels. Malgré cela elles ont bien souvent un accès réduit à la propriété, à l'éducation et au crédit. Afin que leurs actions et leurs connaissances soient valorisées et partagées, le développement inclusif doit assurer que les femmes, mais aussi toutes les catégories de groupes vulnérables, soient incluses dans le processus de développement.

11. L'émergence de territoires ruraux « intelligents » et de modèles agricoles/halieuques inclusifs

Bien que le rôle premier de l'agriculture soit de nourrir les hommes, elle est également pourvoyeuse d'emplois et de stabilité dans des territoires ruraux où des politiques (sociales et économiques) plus inclusives et innovantes doivent être mises en œuvre. Le rôle des Etats et de la coopération internationale est de ce fait primordial, mais un meilleur développement dépend également d'une plus grande mobilisation de toutes les parties prenantes, de la société civile et des opérateurs privés. Compte tenu des caractéristiques démographiques et géographiques des territoires ruraux méditerranéens, les processus d'innovation doivent être pluriels : social, technique, numérique, institutionnel ou écologique. Les outils de financements du développement agricole doivent s'inscrire dans des démarches de durabilité, tout comme les investissements sont à mettre en œuvre de manière responsable sur le plan des réalités sociales et des contraintes environnementales. D'où l'importance d'une innovation qui soit socialement « intensive » dans le cadre de la poussée technologique et numérique en agriculture, invitant à construire de nouveaux liens entre territoires et tout au long de la chaîne agro-alimentaire. Il faut promouvoir plusieurs formes d'agriculture, où l'objectif de compétitivité ne soit pas uniquement mesuré à l'aune de la performance financière. De telles dynamiques de développement peuvent façonner un concept d'agro-smart business à diffuser à partir de bonnes pratiques territoriales.

D. Les crises et la résilience « en contribuant à la gestion des tensions »

L'agriculture et le monde rural doivent faire preuve de résilience face à la multiplication des chocs en Méditerranée.

La Méditerranée est malheureusement l'une des régions du monde où les tensions sont les plus nombreuses et les plus préoccupantes. Crises politiques, sociales, migratoires, climatiques, économiques et financières sont réunies dans un espace historique d'échanges et de rencontre entre les continents et les cultures. Les agriculteurs sont des victimes directes ou non de ces perturbations. La prévention des risques, la gestion des tensions et l'amélioration de la capacité de résilience conditionnent donc la pérennité de l'activité agricole en Méditerranée. Ici aussi, l'agriculture est vectrice de solutions.

18

12. Les mobilités des populations et les migrations

Le déplacement actuel de populations nous force à voir ce phénomène comme un double défi. En premier lieu nous devons gérer cette crise humanitaire et politique de la façon la plus respectueuse possible et fidèlement au droit international. Mais nous devons aussi nous projeter dans un avenir plus lointain afin d'identifier les instruments les plus efficaces pour atténuer les tensions en méditerranée sur le long terme. Les insécurités liées à l'eau, la terre, le climat et la gestion des zones rurales ne peuvent être dissociées des migrations économiques et des mouvements de réfugiés. Face aux crises les territoires ruraux sont les plus vulnérables et sont donc les premiers à se vider. L'émergence d'un bien-être rural et d'une meilleure capacité de résilience passe par le développement durable et inclusif de l'activité agricole.

13. Les changements climatiques

L'agriculture est un élément incontournable des négociations climatiques. Face à des situations de pénuries, l'agriculture méditerranéenne a souvent démontré son ingénuité à surpasser ces difficultés. Aujourd'hui, sa capacité de résilience est mise à l'épreuve comme jamais auparavant face aux changements climatiques dont les effets se font déjà ressentir dans la région. Episodes de sécheresse plus longs et plus fréquents, désertification progressive et diminution des terres arables, sont autant d'exemples des immenses tensions que peuvent entraîner les changements climatiques. L'agriculture dispose de nombreuses solutions capables de réduire l'impact des changements climatiques mais aussi de s'y adapter afin de préserver la production alimentaire. Parallèlement, la question de la durabilité de la pêche artisanale en Méditerranée, outre ses dimensions sociales et économiques, est également posée face aux défis du climat qui évoluent en mer et en zones côtières.

14. La santé des animaux et des plantes

Dans une période marquée par l'intensification des échanges commerciaux, par l'accélération des mouvements de populations et de marchandises et les changements climatiques, les cultures sont de plus en plus vulnérables. La gestion de la santé animale est également menacée : parasites et maladies menacent de nombreux cheptels. La santé animale et végétale est un problème de plus en plus préoccupant pour les pays méditerranéens car de nouveaux risques émergent et les pertes affectent des secteurs clés de leur économie.

15. Les marchés agricoles

Pour la majorité des pays méditerranéens, la balance alimentaire dépend des importations agricoles. Ce commerce est globalisé : de plus en plus de nourriture provient d'autres régions du monde. Ces caractéristiques rendent la Méditerranée particulièrement vulnérable à la volatilité des prix internationaux des denrées alimentaires, et menacent donc la sécurité alimentaire régionale. Des mesures politiques peuvent atténuer la volatilité des prix et leurs effets sur les personnes vulnérables certes, cependant c'est la résilience à long terme qui doit être construite. L'investissement dans la croissance de la productivité agricole et la résilience est primordial pour parvenir à une plus grande sécurité alimentaire mais également pour soutenir le potentiel des exportations agricoles des différents pays de la région méditerranéenne.

**

CIHEAM AGENDA 2025

50 ans d'expérience au service de la Méditerranée

